
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

**RAPPORT « PLAN RÉGIONAL DE SOUTIEN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL » (DM
N°1 POUR L'EXERCICE 2009)**

Intervention de Jacques Reboul

Je voulais faire une intervention après les propos de M. Mahoudeau. Je ne vois pas pourquoi dans cette assemblée il nous est interdit de parler de M. Novelli ou de M. Sarkozy à propos des responsabilités qu'ils ont dans la politique actuelle et dans la manière dont cette politique frappe la santé, l'emploi, de notre pays et de tous ceux qui y vivent.

Il faut tout de même ce rappeler que tous ici à droite essayent de diluer les responsabilités derrière des comportements qu'il faudrait moraliser.

Pourtant, si on se souvient de la campagne électorale de 2007, M. Sarkozy était le candidat qui a vanté les crédits hypothécaires pour tous les français. C'est justement ce crédit là qui est l'élément déclencheur de la crise actuelle. M. Sarkozy, c'est également celui qui, depuis 1 an et demi qu'il est élu président de la République, condamne en parole les patrons voyous, se lance dans des grands discours, mais lorsqu'il s'agit de passer dans les actes repousse constamment les décisions.

Je me souviens d'une entreprise qui était annoncée fermée à Montargis avec près de 500 emplois supprimés, il s'agit de ThyssenKrupp, cela venait juste après Arcelor à Gandrange. A l'époque, le Président de la République parlait de patrons voyous. Depuis 1 an et demi, on nous parle de patrons voyous, de moralisation, de réglementation, ce ne sont que des paroles, ce sont des larmes de crocodile, la réalité c'est qu'on refuse de s'attaquer au système capitaliste qui est à l'origine et qui est le fondement de la crise. C'est l'accumulation du capital pour le profit et du profit pour le capital.

Si on ne veut pas s'attaquer à ça, tout le reste ne servira pas évidemment à grand chose.

Je prend cet exemple de cet après midi. Les sénateurs communistes vont proposer l'abolition du bouclier fiscal et des mesures en faveur des très riches. Il y a là des milliards d'euros qui sont immédiatement utilisables s'ils sont donnés aux entreprises avec le contrôle des salariés, des élus, de l'Etat, ils peuvent immédiatement servir à modifier l'usage de l'argent privé.

Autrement dit, si on veut vraiment, on peut mettre en place des moyens qui obligerait les entreprises qui perçoivent des fonds publics, qui font des milliards de profits et qui distribuent des dividendes, on peut les obliger à mettre cet argent au service du bien public, de l'emploi, de la formation, des salaires.

La question c'est « est-ce qu'on le veut ? ». A partir de ce moment là, il ne faut pas tourner autour du pot, et il ne faut pas rouler les gens dans la farine. C'est pour cette raison que nous continuerons à mettre en cause naturellement le Président de la République, le gouvernement, les ministres qui siègent où non dans cette enceinte. Ils ont leurs responsabilités.